

# modes

Journal du Syndicat National Unitaire de l'ANPE

# D'EMPLOIS

Dossier

Supervision : Samuel Laforge. Articles : Nicolas BENIES

au sommaire des cahiers :

LE DOSSIER :

C'est la crise? Quelle crise?, p. 9-15

Une crise paradoxale, p. 10-11

La crise financière et la crise économique, p. 12

La mondialisation capitaliste et libérale et ses conséquences, p. 13

La nouvelle économie a disparu..., p. 14

Petite bibliographie sur le sujet, p. 15

LE CHIFFRE :

Florence en 14 chiffres et la suite, p. 15

VOUS AVEZ DES DROITS :

Les congés, p. 16



## C'est la crise

## ...Quelle crise ?

Voici les constituants de ce dossier :

### Une crise paradoxale

Une analyse de la crise actuelle, avec un pronostic sur l'évolution à court terme.

### La crise financière et crise économique

Une présentation des réalités de la financiarisation de l'économie "globalisée". (On gagne de l'argent en jouant sur l'argent plutôt que sur l'industrie).

### La mondialisation capitaliste et ses conséquences

Une petite leçon sur le libéralisme comme idéologie et pratique politique.

### La nouvelle économie a disparu

C'est l'aspect le plus spectaculaire de la crise, l'histoire des start up miraculeuses qui se sont dégonflées quand la crise financière est arrivée.

On y rajoute une **micro bibliographie** pour ceux qui voudraient aller plus loin.

Et si vous en redemandez, on essaiera de répondre à la demande par d'autres articles, plus tard, dans *Modes d'Emplois* le journal du SNU. ■

L'économie n'est pas une science exacte comme la physique ou la chimie. Pourtant elle a un prix Nobel. La littérature aussi direz-vous. Sans être une science exacte elle permet quand même de mieux comprendre la réalité des rapports valorisés entre les pays et régions, les divers groupes industriels et les acteurs sociaux.

Et si les prévisions sont parfois aléatoires l'économie est un outil irremplaçable pour expliquer les choses a posteriori, ce qui permet de faire des pronostics...

On croirait un sophisme, c'est pourtant un fait. On regarde dans le rétroviseur pour mieux voir la réalité à venir. L'économie est évidemment indispensable pour comprendre les éléments du marché de l'emploi qui est notre secteur d'activité à l'Agence.

*Modes d'Emplois* a donc choisi de présenter, dans ces dossiers, un sujet difficile et parfois rébarbatif : la crise économique. Ne reculant devant aucun sacrifice on a confié ce dossier à Nicolas Bénies, un professeur d'économie de la fac de Caen. Recommandé par la FSU bien sûr. Qu'il en soit ici remercié.

C'est un vrai sujet d'actualité. On le voit partout : en France et en Europe, en Asie. Au Japon par exemple mais aussi dans les pays qu'on appelle les dragons d'Asie (les petits -Taiwan, Singapour, Vietnam, etc.- et les deux grands que sont l'Inde et la Chine), en Afrique (toujours très en retard, pourquoi?) et aux Amériques avec la crise de Wall Street, la "bulle" financière ou technologique, la faillite de l'économie argentine et celle presque oubliée du Mexique... Et mille autres exemples !

## Une crise paradoxale

Se succèdent, à intervalles de plus en plus réguliers, les annonces de suppressions d'emplois, les fermetures d'entreprises, les restructurations...

Le chômage augmente et les créations d'emploi sont étales.

Pourtant, la croissance reste positive, sans pouvoir atteindre, l'an prochain les 2,5% prévus par le gouvernement dans son budget.

Comment expliquer ce paradoxe ?

**L**a crise actuelle, qui démarre en mars 2000 a des caractéristiques spécifiques. Trois récessions l'ont précédée : 74-75, 80-82, 90-91 pour les USA et 93 pour l'Allemagne et le Japon, chaque fois marquées par une croissance négative, la surproduction et la destruction de richesses. La "consommation des ménages" tire l'ensemble de la croissance. Les autres moteurs, l'investissement des entreprises et les dépenses d'investissements publics de l'État sont grippés. Si les ménages diminuent leurs achats, ce sera une récession profonde car la tendance déflationniste est d'ores et déjà à l'œuvre.

### Les groupes se restructurent profondément

Malgré cette bonne tenue du marché final, les groupes industriels et financiers - ils ont désormais cette double caractéristique - se restructurent profondément. Deux exemples le démontrent.

Vivendi change de métier en vendant ses activités dans l'environnement (à forte rentabilité, du fait de la situation de quasi-monopole de la CGE) pour se réorienter vers la téléphonie mobile et l'industrie de l'amusement, disques, cinéma... avec Universal.

France Télécom se recentre géographiquement sur la France et l'Europe et sur la téléphonie en voulant vendre ses participations dans d'autres entreprises achetées au temps où il était de bon ton de prôner la croissance externe, une politique volontariste de concentration et de centralisation du capital.

Thierry Breton, le nouveau PDG, a un plan drastique de réductions d'effectifs pour "recaser les fonctionnaires" - le statut des plus anciens salariés - dans les autres fonctions publiques.

Ainsi, la porte sera grande ouverte pour la

privatisation intégrale, et l'État pourra vendre les 51% du capital qui restent entre ses mains. Cette présence de l'État a pourtant évité la faillite à l'entreprise.

### Pourquoi ces restructurations ?

La cause principale se trouve dans la baisse (voir la chute) de la rentabilité (le profit rapporté au capital engagé) touchant les entreprises, d'abord américaines puis européennes. Le Japon, lui, n'est toujours pas sorti de la récession de 93. Les fonds de pension réagissent à la baisse de la rentabilité en exigeant leur dû, soit 15% du capital placé dans les grandes entreprises. Ils obligent, de par cette seule exigence - on parle à juste raison de "tyrannie de l'actionnaire" - les responsables d'entreprise à accélérer et à approfondir les restructurations pour augmenter, à court terme, le taux de profit et pour pouvoir satisfaire l'appétit de ces fonds - qui ne sont pas seulement "de pension".

Les restructurations se suivent avec plus de suppressions d'emplois et plus d'intensification du travail. S'expliquent de ce fait la montée de la violence dans l'entreprise, visant d'abord les femmes et le stress comme l'augmentation continue de la charge de travail. Le plaisir d'un travail bien fait disparaît.

Dans un deuxième temps - comme c'est le cas en 2002, les fonds de pensions se retirent du capital faisant ainsi baisser davantage le cours des actions pour se repositionner sur le marché obligataire des parts d'emprunt. Ainsi le cours des obligations monte, tandis que celui des actions baisse...

Jeux dangereux car plus aucune place financière n'apparaît sûre, et les fonds de pension peinent à financer les retraites de leurs épargnants. Ainsi un fond de pension anglais a proposé de porter l'âge de la

retraite à 70 ans et demandé aux salariés de souscrire à au moins deux fonds de pension pour espérer une retraite convenable! On assiste à une pièce en trois actes.

Premier acte : mars 2000.

Retournement brutal sur le Nasdaq, marché des valeurs technologiques dites de la « nouvelle économie ». Baisse importante des cours. Les « start-up » dépendantes de ce marché pour financer leurs pertes, font faillite faute de capitaux nouveaux. Elles entraînent dans leur chute toutes les entreprises créées pour leur vendre des services. La « nouvelle économie » sombre et avec elle, la croyance dans le nouvel âge d'or, le « New Age » disaient les journaux américains, idéologie des années 1990. Sur la lancée américaine, les start-up des pays développés se réduisent à peu.

### La déréglementation des marchés financiers.

Ce sont les seuls marchés à se trouver véritablement internationalisés. Les capitaux circulent librement dans le monde entier, se plaçant dans les pays ou dans les entreprises. Les « fonds de pension » en sont une des formes les plus connues. Spéculatifs, ils craignent tous les retournements et se précipitent aux États-Unis en cas de problème, notamment dans les pays du Sud, accélérant et approfondissant toutes les crises, comme on l'a vu pour le Mexique en décembre 1994, pour les pays d'Asie du Sud-Est en 1997-1998, pour la Fédération de Russie fin 1998 et pour l'Argentine et le Brésil.

Les crises financières actuelles conduisent les gouvernements à s'interroger sur la nécessité de re-réglementer... pour l'instant seulement en paroles. Cette internationalisation provoque la dépendance des places financières vis-à-vis de Wall-Street,

qui domine le monde. Tous les marchés financiers attendent les nouvelles des États-Unis pour suivre l'évolution ...

#### Deuxième acte : début 2001.

La téléphonie mobile et la micro informatique américaine connaissent une énorme baisse de la profitabilité. Les chefs d'entreprises ont cru que ces marchés allaient progresser au même rythme que par le passé. Rien de moins que 60% pour la téléphonie mobile...

La nouvelle génération de téléphone mobile - les licences UMTS - fait un flop relatif. Les consommateurs conservent leurs anciens téléphones. Le marché progresse entre 3 et 15%. Il faut fermer des unités de production, supprimer des emplois, augmenter la charge de travail par salarié restant - l'intensification du travail - pour hausser la productivité et le taux de profit pour à la fois rassurer les opérateurs financiers et renouer avec l'investissement. Le même scénario se joue dans le secteur de la micro informatique. La restructuration se joue immédiatement au niveau mondial du fait de la stratégie internationale de ces firmes transnationales.

Et les entreprises américaines commencent par supprimer des emplois dans les autres pays du monde - en fait surtout les pays développés, les pays du Nord - avant que de devoir le faire dans leur propre pays.

#### Le troisième acte : en 2001/2002.

La baisse de la profitabilité touche l'ensemble de l'industrie américaine. La crise devient globale. Elle sera synchronisée - pour la première fois depuis les années 1980 - à l'ensemble des pays capitalistes développés via l'internationalisation des marchés financiers. Les groupes industriels sont devenus aussi des groupes financiers et dépendent de ces marchés. De ce fait, ils sont soumis à l'impératif de la profitabilité à court terme, contradictoire avec les investissements productifs qui supposent de raisonner sur le moyen terme. La baisse des cours de la Bourse et des marchés financiers provoque la montée de l'endettement, question à traiter en premier lieu sinon c'est la faillite assurée. Les restructurations actuelles se font sous la contrainte de l'endettement.

Dans ce monde incertain, même les fonds de pension ne savent plus à quel placement se vouer. La grogne des épargnants américains les touche désormais. La crise sera plus profonde que celles qui ont précédé.

#### L'impact du 11 septembre 2001

Les attentats du 11 septembre 2001 vont précipiter les sociétés d'assurance comme le transport aérien dans une crise plus brutale que celle qui se préparait tandis que les scandales - celui d'Enron<sup>(1)</sup> plus particulièrement - minent de l'intérieur les croyances du libéralisme dans la toute puissance du marché.



La crise n'est plus seulement économique, elle devient aussi culturelle.

Les attentats permettront - Bush ne remerciera jamais assez Ben Laden - de se légitimer comme président et de tenter de faire oublier les scandales. La guerre contre l'Irak a les mêmes justifications : réaliser le consensus interne. Ce n'est pas un hasard si le président américain licencie son ministre de l'économie (le secrétaire d'État au trésor), Paul O'Neil, pour promouvoir un plan de relance...

#### Un quatrième acte se prépare.

Celui de la surproduction. Le risque se rapproche aux États-Unis où la consommation donne des signes de faiblesse. C'est quasiment une réalité au Japon et en Allemagne. Mis à part le gouvernement américain, aucun gouvernement des pays du Nord - à commencer par le gouvernement français - ne veut en prendre conscience.

Cette crise de suraccumulation - ou de surinvestissement - conduit aux désinvestissements dont la traduction, dans les statistiques, est une croissance négative des investissements. Ainsi s'explique la disparition du moteur essentiel de la croissance économique et les restructurations.

#### La relance est-elle possible ?

Les réactions gouvernementales ne sont plus contracycliques. Il fut un temps où la politique de relance aurait été évidente pour éviter la récession. Aujourd'hui, gagnée par l'idéologie libérale, la seule politique qui vaille est celle qui reprend à son compte la logique de la firme.

Ainsi, le gouvernement français a décidé de déstructurer le « traitement social » du chômage qui passait par les CES, CEC, emplois jeunes etc. pour lutter contre le chômage. Cette politique d'accompagnement social a eu des effets en forme de catastrophe pour l'ensemble des salariés. Le recul du droit du travail était au bout. Pas suffisamment pour le Medef qui, sur la base du PARE, propose désormais de remettre en cause le SMIC et la retraite par répartition.<sup>(2)</sup> L'objectif est de diminuer à la fois salaire direct et salaire indirect - les fameuses « charges sociales » - pour augmenter plus encore le profit. François Fillon fait des propositions allant dans le même sens. Parlant de « traitement économique » du chômage, il centre sur les allègements de charges sociales et sur les reculs du droit du travail. Sans s'apercevoir que, si la crise n'est pas aussi profonde que celle de 1929 - alors que la profondeur de la baisse sur les Bourses du monde entier est similaire -, les raisons tiennent dans l'existence d'un matelas de protection sociale...

Dans cette crise spécifique, les attaques contre les salariés devraient s'accroître... Pour ce faire, le gouvernement durcit son appareil de répression, criminalisant les mouvements sociaux et les « leaders » de ces mouvements. ■

1 Enron devrait mettre en garde les salariés du monde entier contre le système de retraite par capitalisation. L'entreprise fait faillite et les salariés se retrouvent ruinés. Sans retraite !

2. Il dissimule cette attaque en proposant 47 annuités - au lieu des 40 réalisés en 2004 - pour le régime général... C'est comme s'il disait que la retraite par répartition appartient au passé.

## La crise financière et la crise économique

Dans certains milieux, il est de bon ton de se moquer des évolutions de la Bourse et même de se réjouir de la baisse sinon de la chute des cours. C'est oublier qu'il existe des liens entre les marchés financiers et l'économie dite «réelle», la production, la consommation, l'investissement et, pour tout dire, l'accumulation du Capital. Aujourd'hui le capital financier a le premier rôle.

**S**i la tendance baissière est toujours présente dans les bourses du monde entier les reprises dites «techniques» se succèdent. Elles signifient que les cours ont baissé trop brutalement. Les opérateurs financiers achètent, faisant ainsi une bonne opération et permettant aux indices de remonter.

### Les restructurations industrielles découlent ... des évolutions des marchés financiers.

Les groupes industriels se sont transformés pour partie en financiers et dépendent souvent des fonds de pension dans leur capital social, de leur capacité à faire monter les cours de leur action par l'intermédiaire de la hausse de leur taux de profit. Les «profit warning» ont une fonction de prévention pour les opérateurs financiers. Les entreprises indiquent que leurs espérances de profit ont baissé et, en conséquence, leur capacité à distribuer du capital – 15 % de dividende – est remise en cause. Les cours chutent, obligeant les entreprises à rechercher des solutions pour hausser le taux de profit via l'intensification du travail pour augmenter la productivité et, par-là même, l'exploitation des salariés.

### Autonomie relative de la sphère financière

Les rapports entre la sphère financière et l'économie réelle peuvent être représentés par une pyramide inversée. Sa pointe en bas, c'est la création de richesses, de valeur. Cette marchandise circule dans la sphère financière. Pour fixer les idées – ce rapport est évidemment changeant –, il est estimé de 1 dollar à 50. Autrement dit le 1 dollar de marchandise circule 50 fois dans la sphère financière sans créer de valeurs nouvelles. C'est une forme nouvelle de création monétaire donc d'inflation qui ne se manifeste pas par la hausse du niveau général des prix mesuré par l'indice des prix – notamment celui à la consommation – mais par la spéculation financière.

### L'incertitude contrôlée partiellement.

Cette pyramide provient de l'incertitude. Sur les cours des monnaies d'abord. Quel sera le cours du dollar demain ? Chaque groupe industriel peut perdre l'équivalent de son profit s'il y a retournement sur le marché des changes. Sur les taux d'intérêt ensuite qui évoluent en fonction des marchés, pour les taux d'intérêt à moyen et long terme et sont donc volatile.

Depuis la crise du système monétaire international (en août 1971 quand Nixon décide l'inconvertibilité du dollar en or) et, plus encore, avec la déréglementation décidée par l'ensemble des gouvernements des pays développés<sup>(1)</sup>, l'incertitude est structurelle. Les marchés financiers ont, petit à petit, présenté une gamme de produits d'assurance permettant de limiter l'incertitude. Ce sont les contrats à terme ou les options qui permettent, contre une somme modique, de s'assurer en cas de hausse – ou de baisse – du dollar ou des taux de l'intérêt. Ces marchés sont nommés «dérivés» parce qu'ils dépendent des autres marchés. En France, c'est sur le MATIF – marché à terme international de France – que s'effectue la cotation de ces produits, de ces contrats à terme ou d'options. À leur tour ils font l'objet d'une cotation et d'une spéculation. C'est le même mécanisme de spéculation que celui sur les actions ou les obligations. Pour l'achat – ou la vente – à terme (à crédit si l'on préfère), les opérateurs interviennent sur le MONEP. Ces marchés dérivés ont connu une énorme progression. Ils connaissent des fonds spécifiques, les «Hedge funds». Les arbitrages en question s'effectuent sur le marché à terme et sur le marché au comptant. Les écarts peuvent permettre de gagner – vite – beaucoup d'argent. D'en perdre beaucoup tout aussi rapidement comme l'a montré l'affaire LTCM.<sup>(2)</sup> Ces fonds, par définition, ne raisonnent que sur le court terme, bloquent de ce fait toute planification et

renforcent le «gel» de l'investissement. Ils suivent, le plus souvent, la tendance, renforçant la hausse ou la baisse, malgré le fait qu'ils ne représentent que 5 % de la capitalisation mondiale.

### Lutter contre la spéculation financière avec la taxe Tobin

La baisse des cours laisse les entreprises «à découvert». L'endettement devient la question essentielle à régler au détriment du reste. C'est ce qui rend pessimiste la plupart des conjoncturistes, malgré la poursuite de la hausse de la consommation contre toute attente, comme unique moteur de la croissance. Cette situation ne saurait perdurer. Les suppressions d'emplois se poursuivent sur une grande échelle dans la plupart des branches. Aux États-Unis, d'après Business Week daté du 4 novembre, les profits sont orientés à la baisse.<sup>(3)</sup> La crise de suraccumulation se poursuit. L'éclatement de la bulle financière provoquerait une période de déflation, de baisse des prix due à la récession. Personne ne sait pour combien de temps. L'importance de la taxe Tobin, la taxe sur les transactions financières comme moyen à la fois de juguler cette spéculation, renouer avec une forme de l'intervention citoyenne et relancer le débat sur le développement auto-centré de tous les pays...<sup>(4)</sup> apparaît nettement. ■

1. Déréglementation commencée dans un cadre national – le Royaume-Uni de Thatcher en tête suivi de près par les États-Unis de Reagan – et qui, pour l'Union Européenne, s'achèvera le 1<sup>er</sup> juillet 1990 par la décision de laisser librement circuler les capitaux. Autrement dit, la fin du contrôle des changes. Pour la première fois le franc était convertible intérieurement et extérieurement.
2. Voir Jérôme Segard, «L'économie de la panique» (La découverte) qui explique comment cet hedge fund a spéculé et comment il a été sauvé de la faillite.
3. Le titre de l'article de Michael Mandel est tout un programme, «The painful truth about profits», la vérité douloureuse sur les profits...
4. Voir Bruno Jetin «La taxe Tobin et la solidarité entre les nations», Descartes et Cie. Une leçon d'économie concrète.

# La mondialisation capitaliste et libérale et ses conséquences

Depuis la chute du Mur de Berlin, le seul horizon possible semble être l'horizon capitaliste. Les pays d'Europe de l'Est, la fédération de Russie, la Chine sont dits en transition vers le capitalisme par les méthodes les plus brutales, celles du libéralisme.

Une seule superpuissance domine le monde, les États-Unis. Contrairement à la thèse diffusée par Emmanuel Todd - cf. l'empire éclaté - la productivité a augmenté aux États-Unis, comme les profits faisant de ce pays la locomotive de la croissance mondiale.

des pays capitalistes développés explique cette forme d'internationalisation. Sous la pression de l'idéologie libérale, ils ont décidé de supprimer la réglementation existante sur les marchés des capitaux. Ils ont donc, notamment, supprimé le contrôle des changes.

éclatement a les mêmes effets que la déflation classique. La baisse des prix brutale, la chute des cours exprime le degré de la surproduction. Ici, ce sont les actifs financiers qui se déprécient mais les conséquences n'en sont pas moins sensibles pour l'ensemble des grands groupes.

## Une récession au sens strict ?

Le Japon, en récession ou en faible croissance depuis la récession de 1993 qui a vu l'éclatement de sa bulle financière, ne peut lui faire directement concurrence, tout comme l'Allemagne.

Ces deux pays dominent leur zone - le Japon pour les pays d'Asie du Sud Est et l'Allemagne pour l'Europe de l'Ouest comme de l'Est. Deux données essentielles de cette mondialisation expliquent la configuration de la crise actuelle qui ne se traduit pas par une récession au sens strict.

La croissance US est toujours élevée grâce à la bonne tenue de la consommation des ménages. Ils continuent d'acheter et de maintenir le marché final à un haut niveau. C'est le seul moteur de la croissance\* qui reste en état. Les investissements sont actuellement gelés et ne "boostent" plus la croissance.

## La déréglementation des marchés des capitaux

Le capital-argent se place n'importe où et sans contrainte en utilisant l'internationalisation des marchés financiers et la liberté totale des mouvements de capitaux à travers le monde. La déréglementation décidée par l'ensemble des gouvernements



## Le système des changes flottants.

Dans le même temps, les incertitudes liées au système de changes flottants - (le cours du dollar par exemple évolue de 10 secondes en 10 secondes) - obligeaient à créer des produits financiers d'assurance pour limiter les incertitudes liées aux changes et aux taux d'intérêt. La sphère financière a énormément gonflé. Une forme d'inflation, de création monétaire, financière. Cette sphère financière entretient des liens avec la sphère de l'économie réelle. Son

## Restructuration à l'échelon mondial

La deuxième caractéristique de cette mondialisation est l'existence d'une stratégie internationale des firmes. Un problème rencontré aux États-Unis conduit les firmes à restructurer à l'échelon mondial. Ainsi en a-t-il été pour la téléphonie mobile ou la micro informatique, ainsi en est-il pour Mc DO actuellement.

Le monde capitaliste est dominé par les critères de la finance qui s'impose à l'industrie. Le dictat du court terme en est le résultat comme la tyrannie de l'actionnaire.

Le scénario probable est celui d'une récession. La guerre avec l'Irak ne pourra pas l'éviter.

Elle n'est pas faite pour ça au contraire. Ce n'est pas une bonne nouvelle pour les salariés. On lutte moins bien dans le contexte d'une récession. ■

\*On a coutume de parler en économie des "trois moteurs de la croissance" : la consommation des ménages, les investissements des entreprises comme des ménages (pour l'essentiel achat de logements et grosses réparations) et de l'Etat et les exportations. L'examen de chacun de ces trois paramètres permet d'établir des pronostics, de se rassurer ou de se faire peur. Tant il est vrai que très souvent les données varient rapidement. Bien fol qui s'y fie... Pourtant il faut faire avec.

## La nouvelle économie a disparu...

Depuis mars 2000 [le retournement du Nasdaq] la "nouvelle économie" a disparu. Elle a emporté avec elle tous les espoirs fous d'un développement sans crise du capitalisme.



**L**e libéralisme est apparu dans toutes ses dimensions. Aucune vision d'avenir, incapacité de construire des solidarités sociales, collectives. Il provoque la crise politique et la guerre comme seul moyen d'assurer un minimum de cohésion sociale.

George "W" Bush s'est servi des attentats barbares du 11 septembre 2001 pour alimenter la nouvelle idéologie de l'axe du mal désigné comme les pays arabo-musulmans.

Le gouvernement américain a pu ainsi justifier de l'augmentation de 48 milliards de dollars du budget de la défense. La guerre avec l'Irak devant servir à légitimer un président qui apparaît sans perspective et sans projet.

La guerre semble désormais inéluctable. Pourtant l'énorme manifestation de Florence au Forum Social Européen avec 800 000 participants montre la force du mouvement anti-guerre. C'est une première manifestation qui atteste du potentiel de mobilisation. Pour empêcher la guerre les mouvements sociaux restent notre arme ultime.

### Une crise de suraccumulation des investissements.

La crise actuelle a une configuration différente des récessions du passé, de celles qui rythment l'économie capitaliste dans la période d'onde longue récessive à partir de 1974-1975. Elle ne se traduit pas par la surproduction mais par la suraccu-

mulation, que les statisticiens de l'INSEE appellent aussi surinvestissement.

La cause : la baisse du taux de profit des nouveaux investissements. Ce fut le cas d'abord, tout de suite après la chute de la nouvelle économie, de la téléphonie mobile et de la micro informatique aux États-Unis, crise qui s'est élargie à l'ensemble de l'industrie. Cette baisse de la rentabilité s'est immédiatement traduite par les chutes des cours.

### La baisse des cours met en évidence l'endettement.

Un "krach lent", c'est-à-dire la baisse du cours des actions des entreprises cotées, a eu lieu sur l'ensemble des Bourses et des marchés financiers internationaux. L'amplitude de la baisse depuis mars 2001 est similaire à celle de la crise de 1929. Mais le contexte est différent car la sphère financière\* a énormément progressé depuis la victoire du libéralisme dans les années 1980.

Cette baisse des cours a accéléré la baisse des profits et provoqué une mise en évidence de l'endettement de l'ensemble des grandes entreprises qui avaient pratiqué la "croissance externe"\*. La baisse des cours a dévalorisé ces actifs qui ne peuvent se vendre.

Ainsi Vivendi pour faire face au service de sa dette est obligée d'avoir recours aux banques (qui demandent, fait nouveau, d'être réglées en actions et deviennent donc actionnaires du groupe) et de ven-

dre ses filiales les plus rentables comme Vivendi Environnement qui risque de redevenir la Compagnie Générale des Eaux. Une sorte de suicide programmé.

### Les scandales sapent la confiance et... font baisser les cours.

Dans le même temps, les scandales à répétition - dont le plus énorme est celui de Enron suivi par World Com - sont venus saper la confiance des Américains dans leurs entreprises et leur économie. Il est remarquable que ces scandales concernent soit des entreprises de la nouvelle économie\* soit les entreprises qui spéculent sur les productions des autres entreprises comme Enron qui vendait de l'énergie fabriquée par d'autres. Une sorte de banque de l'énergie.

On comprend bien que, dans ces conditions, la guerre contre l'Irak vienne faire oublier tous ces déboires et l'implication directe de Bush dans ces scandales.

Une crise donc principalement déterminée par la baisse du taux de profit\* des nouveaux investissements, par les faillites des start-up et de la nouvelle économie.

Le boom du début des années 90 reposait pour partie sur une spéculation, par les fonds de pensions capables de mobiliser des fonds énormes, sur la rentabilité des investissements dans le secteur de la nouvelle économie comme l'illustraient les délires sur le Nasdaq.

Les restructurations actuelles touchent

l'ensemble de l'industrie et de la finance. Les suppressions d'emplois, en réaction, sont légions. Des entreprises disparaîtront, d'autres changeront de métiers, et la plupart se concentreront...

L'intensification du travail sera plus encore à l'ordre du jour, comme la baisse du coût du travail - direct et indirect. Le chômage augmentant - c'est le cas dans l'ensemble des pays capitalistes développés -

, la consommation risque de baisser, dégradant le marché final. Le risque est grand de voir se surajouter à la crise d'accumulation, la crise de surproduction\*.

\* la sphère financière : ensemble d'activités consistant à financer ou à vendre des produits financiers aux entreprises ayant besoin de liquidités.

\* "croissance externe" : achat d'autres entreprises pour obtenir la taille la plus importante et imposer sa loi sur le marché mondial.

\* la nouvelle économie : l'informatique, la télépho-

nie et la communication comme Word Com, Vivendi, France Télécom.

\* taux de profit : rentabilité du capital investi.

\* la crise de surproduction : production d'une quantité excessive de marchandises que le marché ne peut absorber. Les entreprises ne peuvent alors valoriser le travail produit.

## Petite bibliographie sur le sujet

Livre collectif : "Le bateau ivre de la mondialisation" (Syllepse), sous la direction d'Éric Toussaint et Arnaud Zacharie. Lire la contribution de Nicolas Bénéïès responsable de ce dossier : "Le coût humain du libéralisme".

Anton Brender : "Face aux marchés, la politique" (La Découverte).

Une thèse à retenir, la place vitale du politique pour transformer la donne...

Diana Hochraich : "Mondialisation contre développement" (Syllepse). À partir des pays asiatiques, une démonstration des effets de l'ouverture des économies, un plaidoyer pour une politique de développement.

Laurent Batsch  
"Le capitalisme financier" (Repères/La découverte). Un aller-retour entre l'analyse de l'environnement et les réactions de la firme.

Michel Husson  
"Le grand Bluff capitaliste" (La dispute). Pour une anthologie des mythes récents du capitalisme en crise.



Un million de personnes dans les rues à Florence le 9 novembre : le Forum social européen en chiffres. Cette première édition du forum social européen a été un succès, vous avez pu le lire dans la presse. Voici quelques chiffres extraits de la presse italienne, qui donnent une idée de l'ampleur de l'événement.

- 60 000 inscrits au Forum (contre 52 000 à Porto Alegre en février 2002).
- 1 000 bénévoles au travail dans la "Fortezza" qui accueillait les conférences, séminaires et ateliers.
- 500 interprètes bénévoles en cinq langues.
- 426 associations, syndicats et mouvements présents.
- 105 pays présents.
- 160 séminaires.
- 180 ateliers.
- 75 événements culturels dans toute la province.
- 450 000 manifestants le samedi, selon les autorités de Florence ; 1 000 000 selon les organisateurs.
- 2 000 personnes pour le service d'ordre assuré par le syndicat italien CGIL.
- 2 000 Espagnols : la délégation étrangère la plus importante. Quoique... certains prétendent que les Français étaient encore plus nombreux!
- 450 autocars arrivés de toute l'Europe.
- 20 trains spéciaux.
- 2 bars ouverts sur les 6 km de trajet de la manifestation.

Une grande semaine pour Florence, qui, malgré le climat de peur créé par les médias et certaines personnalités (comme l'auteur Oriana Fallaci), s'est montrée accueillante et ouverte. Une grande semaine pour le mouvement alter mondialiste, qui a montré qu'il est mûr, pacifique mais déterminé.

L'assemblée des mouvements sociaux, qui s'est tenue dimanche matin, a fixé l'agenda des prochaines mobilisations : la première est une manifestation contre la privatisation des services (AGCS) à Bruxelles fin mars. La deuxième sera le G8 à Evian (France) en juin prochain.

Entre-temps, il y aura eu Porto Alegre, en janvier. Nous y serons, bien sûr. À bientôt pour de nouvelles aventures alter mondialistes! ■

Le N° 1 de Modes d'Emplois ouvrait cette rubrique sur (les arcanes parfois si complexes ?) de la mutation.

Le N° 2 donnait les règles permettant de choisir le temps partiel. Le N° 4 expliquait le CIF, le N° 5 « les opérations de carrières », le N° 6 « la validation de l'expérience professionnelle ».

Aujourd'hui c'est « les congés ». C'est bien utile de connaître ses droits sur ce sujet.

Une base de connaissance se constitue ainsi au fur et à mesure de la sortie de Modes d'Emplois.

## Les congés

On en veut tous. On croit les connaître pourtant il y en a 15 sortes. Cette fois on détaille les congés, on reviendra plus tard sur les autorisations d'absences.

QUEL TYPE DE CONGÉS ?	A QUI S'ADRESSE T-IL ?	SOU MIS À NÉCESSITÉ DE SERVICE ?	ANCIENNETÉ REQUISE ?	QUELLE DURÉE ?	COMMENTAIRES
Annuels	Tous agents	oui	Aucune	25 jours ouvrés, à prendre du 01/01 de l'année civile au 30/04 de l'année suivante	Possibilité de fractionnement, ouvrant droit à 1 ou 2 jours de bonification. Congé rémunéré.
Adoption	Tous agents sauf CES	Non	6 mois	10 à 20 semaines en fonction du nombre d'enfants adoptés.	Il peut bénéficier aux 2 parents. Congé rémunéré.
Accompagnement d'une personne en fin de vie	Tous agents sauf CES	Non	Aucune	3 mois maximum et non renouvelable	La personne en fin de vie doit partager le domicile de l'agent. Un certificat médical est à joindre à la demande. Congé non rémunéré.
Fin d'activité *	Tous agents sauf CES	Non	15 ou 25 ans en qualité d'agent public. Ne pas être en congé sans traitement.	Variable en fonction de l'âge et des trimestres de cotisation au régime de retraite	2 conditions pour ce congé : Être âgé de 58 ans au – ou de 60 ans, avoir cotisé 160 trimestres et justifié de 25 ans en qualité d'agent public. Ou avoir cotisé 172 trimestres et justifié de 15 ans d'agent public
Évènements familiaux	Tous agents sauf CES	Non	Aucune	Variable de 1 à 5 jours ouvrés	On entend par évènements familiaux : mariage, naissance, décès ou maladie d'un parent, déménagement. Congé rémunéré.
Formation syndicale	Tous agents sauf CES	Oui	Aucune	12 jours ouvrables par an	La demande se fait par voie hiérarchique 1 mois avant la date de début de formation. Congé rémunéré.
Formation de cadres pour la jeunesse	Tous agents sauf CES	Oui	Aucune	6 jours ouvrables par an	Être âgé de – de 25 ans. La demande se fait 30 jours avant le début du congé. Non rémunéré.
Grave maladie. Selon avis d'un spécialiste agréé et du comité médical	Tous agents statutaires et CDD		3 ans	Ce congé peut aller jusqu'à 3 ans, il peut être accordé par périodes de 3 à 6 mois.	Il fait suite à un arrêt maladie. Congé rémunéré : 12 mois plein traitement, 24 mois demi-traitement.
Individuel de formation (cif)	Tous agents statutaires	Oui	3 ans	Ce congé peut aller jusqu'à 3 ans au cours de la carrière. La durée minimale est équivalente à un mois temps plein.	La demande doit est formulée 60 jours avant le début de la formation, et par voie hiérarchique. En cas de refus appel possible en CPR. Congé rémunéré 85 % du traitement de base pendant 12 mois.
Maternité	Tous agents sauf CES	Non	Aucune	La durée dépend du nombre d'enfant à charge. De 6 à 18 semaines. Peut aller jusqu'à 28 semaines (naissance multiple).	Congé accordé en fonction de la réglementation de la Sécurité Sociale. A partir de 6 mois d'ancienneté, un complément de salaire est versé par l'Agence.
Parental	Tous agents statutaires et CDD	Non	1 an	6 mois renouvelable jusqu'au 3 an de l'enfant	Ce congé doit être pris dans les 3 ans suivant la naissance de l'enfant. La demande est à formulé 1 mois avant le début du congé. Non rémunéré.
Sans traitement pour convenances personnelles	Tous agents statutaires et CDD	Oui	3 ans	De 3 à 11 mois	Ne pas avoir bénéficié d'1 autre congé dans les 6 ans.
Élever un enfant de moins de 8 ans	Tous agents statutaires et CDD	Non	1 an	Comprise entre 1 mois et 1 an, renouvelable dans la limite de 5 ans par enfant.	Avoir un enfant de – de 8 ans à la fin du congé. Si enfant atteint d'une infirmité nécessitant des soins, le congé est accordé quel que soit son âge.
Création d'entreprise	Tous agents statutaires et CDD	Oui	3 ans	1 an renouvelable 1 fois	La demande accompagnée de justificatifs doit être déposée 3 mois avant la date du départ par lettre recommandée.
Raison de famille	Tous agents, statutaires, Tempo, CDD, etc.	Oui	Aucune	15 jours calendaires par an	

\* Ce congé est en voie d'être supprimé par le gouvernement.

POUR RAPPEL : Pendant les négociations RTT, le gouvernement et la DG ont imposé la suppression de la semaine d'hiver et les journées mobiles. Ce qui s'appelle aujourd'hui "la semaine d'hiver", ce n'est ni plus ni moins que 5 jours RTT que l'on peut prendre comme 1 semaine de congé. Pour plus d'info et de détails sur ces différents congés et autorisations d'absences, les agents peuvent consulter le référentiel de gestion du personnel sur "Alice", les fiches sont consultables sur doc en ligne.